

# Lutte de classe

## Inde : échec à la privatisation d'un hôpital public.

Samedi 30 septembre, le gouvernement de Pondichéry<sup>i</sup> annonçait qu'il renonçait à la privatisation de l'hôpital Jipmer, après 26 jours de grève totale et illimitée du personnel.

L'hôpital Jipmer est un hôpital public, l'un des plus importants et des plus réputés de tout le sud de l'Inde. Des patients des quatre Etats du sud de l'Inde, Tamil Nadu, Kerala, Karnataka et Andhra Pradesh, viennent s'y faire soigner ou opérer par centaines de milliers par an. Il accueille chaque année des équipes de chirurgiens du monde entier qui viennent perfectionner des spécialistes Indiens ou opérer eux-mêmes. Ma femme a subi sa première opération du cœur à Jipmer, en 1986, et l'intervention avait été exécutée par un chirurgien américain.

Dès l'annonce du projet de privation, les syndicats et plusieurs partis politiques d'horizons divers ont soutenu le personnel de Jipmer. La population s'est mobilisée également. Trois jours avant le retrait de ce projet inique, ces partis politiques avaient appelé à une journée de grève générale. Ce fut un succès, toute l'activité économique a été suspendu pendant 24 heures, la ville était quasi déserte, des compagnies de flics patrouillaient dans les principales artères dispersant tout regroupement. Plusieurs milliers de personnes se sont rendues devant l'hôpital et ont participé à un rassemblement et à plusieurs meetings plus ou moins improvisés devant Jipmer. Il y a eu des moments de tension en ville, des bus incendiés, des vitrines de casseurs de grèves ont été brisées, tous les forces de police de Pondichéry et de la banlieue étaient mobilisés.

Le Chief minister Rangassamy (Congress I) venait d'être réélu, mais il a dû affronter une grève illimitée. Cela signifie qu'un parti politique ou une coalition qui a remporté des élections peut se retrouver très rapidement en difficulté face à la population qui refuse une régression sociale. L'hôpital Jipmer est fréquenté essentiellement par des travailleurs pauvres qui représentent la majorité de la population, alors ce projet de privatisation fut très impopulaire dès le départ.

Des familles entières viennent accompagner et attendre leur parent pendant des jours, ils dorment dehors et passent leur journée dans l'espace qui est situé au milieu des bâtiments ou devant l'hôpital sur des pelouses. C'est le bazar indien reconstitué dans l'enceinte de l'hôpital, on peut même s'y restaurer !

Autre enseignement de cette expérience de la lutte des classes, l'attitude du personnel qui a déserté l'hôpital, il était vide ! Impressionnant, une télévision a filmé l'intérieur d'un bâtiment totalement vide, seul devait encore fonctionner les salles de réanimation, le personnel médical ne doit être traité de criminels. Même les malades valides ont été évacués ! Le fait que la totalité du personnel sorte des bâtiments de l'hôpital, de se retrouver tous ensemble dans la rue, d'être ainsi en contact avec la population, a généré un mouvement, une unité du peuple créant les conditions de la victoire.

On peut vaincre, c'est une certitude. Il arrive parfois que tout s'accélère et notre conscience nous commande d'agir, de passer à l'action, les terroristes s'en servent pour entraîner des kamikazes, nous, nous devons nous en servir pour préparer les conditions permettant d'aller plus loin, vers la remise en cause du capitalisme comme modèle économique et social.

Ce qui est marquant aussi, c'est la spontanéité de la mobilisation des masses, la veille, personne n'aurait pu dire : demain je descends dans la rue ou je condamne tel projet du gouvernement. Ce n'est donc pas un mouvement organisé et conscient.

La vie politique n'inspire pas les masses en Inde. Elles s'en méfient à juste raison, elles considèrent les partis comme des entreprises à se faire du fric, à s'enrichir et rien d'autre. La réélection de Rangassamy n'a pas empêché la grève d'avoir lieu, c'est cela qui m'intéresse.

Ces potentats locaux sont des mégalomanes forcenés qui arrosent pour gouverner, en étant arrosé à leur tour de mille façons différentes, ils s'enrichissent à une vitesse qui bat tous les records de productivité de la planète !

Rangassamy s'est acheté, il y a deux ou trois ans, le dernier hôtel construit en ville, l'un des hôtels les plus luxueux et le plus grand de Pondichéry avec piscine et barbecue sur la terrasse ! Pendant les semaines qui ont précédé et qui ont suivi son élection, son portrait par milliers était omniprésent à chaque coin de rues, boulevards, avenues, des panneaux gigantesques de plus de 10 mètres de longs sur 4 de haut avaient été installés autour de chaque place de la ville, il avait recouvert littéralement la ville et la banlieue, il s'était en fait approprié la ville. Cette propagande tapageuse avait quelque chose d'indécent, cette débauche de moyens utilisés pour asseoir son pouvoir, ce gaspillage d'argent avait quelque chose de provoquant et d'insupportable au regard de la pauvreté omniprésente en Inde.

Revenons à cette grève du personnel de Jipmer.

En France on est incapable à l'heure actuelle d'imaginer ce genre de situation, un hôpital désert, alors que les conditions objectives existent pour y parvenir rapidement. Les Indiens sont peut-être plus souvent malade que les Français, donc pour eux c'est plus important, ils y sont particulièrement sensible, ou alors c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase, aller savoir.

A mesure radicale, mobilisation radicale de la population et des organisations pour vaincre, voilà la clé du soulèvement. Des politiciens et des militants ouvriers ont pris la parole dans des meetings organisés à la dernière minute sur la chaussée, devant une foule agitée et une présence policière renforcée. La population a affronté les forces de police à plusieurs reprises, il y a eu des arrestations. Jipmer faisait la première page de tous les journaux et de longs reportages passaient sur toutes les chaînes de télé.

En France, nous bénéficions de conditions bien plus avantageuses pour vaincre et nous n'y parvenons pas, en partie à cause des appareils, mais pas seulement. Nous n'arrivons pas à aller plus loin que le personnel de Jipmer et la population indienne, parce que nous nous situons sur le terrain économique, celui des revendications démocratiques bourgeoises, et comme une partie de nos revendications démocratiques bourgeoises sont satisfaites ou nous paraissent satisfaites, nous laissons fermer un hôpital, une école, un bureau de poste, etc. Je parle ici particulièrement de l'aristocratie ouvrière que la bourgeoisie entretient et corrompt pour conserver la paix sociale et le pouvoir.

Pour un Indien, c'est vital de conserver l'hôpital public où les soins sont gratuits. On parle du modèle français de santé, le modèle indien est encore plus favorable à la population.

Il y a deux très grands centres hospitaliers publics à Pondichéry. Le deuxième en centre ville tient de la cours des miracles, l'hygiène n'y est pas fameuse, mais il existe. Il comporte une maternité qui tourne à plein régime. Les soins et les médicaments y sont entièrement gratuits comme à Jipmer.

Pour un Français, c'est différent, il a été habitué à tout payer, même s'il est remboursé par la Sécurité ou un autre organisme public, il paie quand même quelque chose, il accomplit l'acte de payer, alors qu'ici, on ne paie pas, on peut aller à l'hôpital les poches vides, sans aucun papier, et en ressortir guéri au bout de quelques jours ou plus mois.

L'hôpital est d'autant plus important en Inde que l'hôpital public continue d'exister, que les patients ne paient pas les médicaments qu'on leur donne à la fin de leur hospitalisation, et qu'ils n'ont pas très souvent suffisamment d'argent pour les acheter. L'hôpital fournit tous les médicaments gratuitement le temps de leur guérison totale, à charge pour le patient de venir les chercher à la pharmacie de l'hôpital tous les mois si nécessaire. La CMU est l'équivalent en France. Elle devrait être étendue à toute la population.

L'échec à cette tentative de privatisation fait suite à la renationalisation partielle l'année dernière d'une usine l'Anglo-French textile qui était en faillite et qui emploie directement et indirectement plus sept mille ouvriers.

---

<sup>i</sup> Pondichéry et sa banlieue compte environ 700 000 habitants. Principale ville du Territoire de Pondichéry, située au sud de l'Inde, enclavé dans l'Etat du Tamil Nadu qui compte environ 60 millions d'habitants.